

Économie

Mardi 8 Décembre 2015

Les patrons interpellent Manuel Valls

FISCALITÉ. Le patronat réunionnais a adressé un courrier au Premier ministre Manuel Valls en ce début du mois de décembre. Un courrier signé de la main de Jérôme Isautier (Adir), Dominique Vienne (CGPME), Philippe Arnaud (Digital), Bernard Siriex (FRBTP) et Yann de Prince (Medef).

Le patronat attend des réponses claires sur de multiples sujets. Et ils sont très nombreux. Six pages de doléances adressées au gouvernement autour du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), Lodeom (Loi pour le Développement Économique des Outre-Mer) et autre exonération de charges.

Un nouveau courrier qui fait écho à d'autres restés sans réponses de la part du Premier ministre. Une attitude que déplore les 5 signataires. Ils réclament du gouvernement qu'il revienne sur la décision de raboter les exonérations de charges sociales des entreprises d'outre-mer.

"La deuxième fois en deux ans", soulignent-ils. Le patronat dénonce d'un côté l'instauration du CICE et de l'autre la suppression des exonérations. "Nous ne comprenons pas la logique qui vous conduit à appliquer aux Dom une politique opposée à celle menée au national". A les écouter, les conséquences seraient "dramatiques" si elles s'appliquent le 1er janvier 2016.

Autre demande, "celle de reporter la décision de généraliser le crédit d'impôt et de renoncer à l'abaissement du seuil du chiffre d'affaires au-delà duquel les entreprises devraient impérativement utiliser le crédit d'impôt plutôt que la défiscalisation". Technique. Mais le crédit d'impôt dans sa forme actuelle pénalise les petites entreprises.

Les doléances avant le 1er janvier ne s'arrêtent pas là. "Les services d'instruction doivent appliquer la loi de bonne foi et cesser d'adopter un comportement dilatoire". Selon les 5 syndicats de nombreux dossiers seraient "bloqués" par l'administration.

"Que dire et croire quand d'un côté le gouvernement assure les entrepreneurs que les dispositifs fonctionnent et que dans le même temps, l'administration en charge de l'exécution de ces lois en fait des interprétations différentes", s'interrogent-ils. Les syndicats veulent de la "cohérence" dans les décisions. Ils réclament au Premier ministre des "bilans" sur les dispositifs accordés pour les entreprises des départements d'outre-mer.

"Il faut évaluer les impacts", rappelle le patronat réunionnais qui milite également pour une prorogation de la défiscalisation jusqu'à 2025. Reste à savoir si Manuel Valls prendra la "plume" pour répondre...

J.D